



Cahier des clauses administratives particulières

Marché n°254008

**Accord cadre
concernant la
réalisation de
Diagnostics de
Performance
Énergétique pour les
logements et bureaux
gérés par le CROUS
Lorraine
Lot unique**

Crous Lorraine

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales	4
1.1. Objet du contrat.....	4
1.2. Décomposition de la consultation	4
1.3. Type d'accord cadre.....	4
1.4. Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5. Variantes	5
1.6. Prestations similaires	5
1.7. Clause d'exclusivité – clause de sauvegarde	5
2. Pièces contractuelles	6
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	6
4. Durée et délais d'exécution	6
4.1. Durée du marché	6
4.2 - Reconduction	7
5. Prix	7
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2. Modalités de variation des prix	7
6. Garantie financière	8
7. Avance.....	8
7.1. Conditions de garanties pour le versement de l'avance	8
7.2. Bénéficiaires de l'avance.....	8
7.3. Montant de l'avance	9

7.4. Modalités de règlement de l'avance	9
7.5. Modalités de résorption de l'avance	9
8. Règlement des comptes.....	10
8.1. Présentation des demandes de paiement.....	10
8.2. Délai global de paiement	11
8.3. Paiement des cotraitants	11
8.4. Paiement des sous-traitants	11
9. Conditions d'exécution des prestations	11
10. Constatation de l'exécution des prestations	11
10.1 - Vérifications	11
10.2 - Décision après vérification.....	12
11 Garantie des prestations.....	12
12. Pénalités de retard.....	12
12.1. Pénalités de retard.....	12
12.2. Autres pénalités	12
13. Assurances	12
14. Résiliation.....	13
14.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
14.2. Redressement ou liquidation judiciaire	13
15. Clause de réexamen.....	14
17. Différends et litiges.....	16
18. Dérogations au CCAG applicable	16

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la réalisation de Diagnostics de Performance Energétique (DPE) dans les logements et bureaux gérés par le CROUS Lorraine.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2. Décomposition de la consultation

Les prestations ne sont pas alloties.

1.3. Type d'accord cadre

Les prestations seront exécutées selon la technique d'achat de l'accord-cadre mono-attributaire sans montant minimum et avec montant maximum, en application des dispositions des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande selon les modalités prévues par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le montant maximum annuel est différent pour la période initiale et pour la période de reconduction. Ces montants sont repris dans le tableau ci-dessous.

Lot n°	Désignation	Montant maximum de la période
Unique	Réalisation DPE Logements et bureaux Période initiale (1 ^{ère} année)	100 000€ HT
Unique	Réalisation DPE Logements et bureaux Période de reconduction (2 ^{ème} année)	40 000 € HT
Unique	Réalisation DPE Logements et bureaux Durée totale du marché (2 ans)	140 000 € HT

1.4. Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

En cas d'absence de planification d'intervention dans un délai de 8 jours suivant réception du bon de commande, ledit bon de commande pourra être automatiquement annulé. Le titulaire en sera informé par courriel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve alors la possibilité de faire appel à une autre entreprise.

En cas de modification des prestations à réaliser ou de dépassement de facturation d'un bon de commande, un bon de commande rectificatif viendra formaliser l'ajout de ces prestations ou toutes autres modifications apportées. Toutes les modifications devront faire l'objet d'un accord préalable du CROUS LORRAINE.

1.5. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

1.6. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.7. Clause d'exclusivité – clause de sauvegarde

Par dérogation au principe dit d'exclusivité des accords-cadres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de sortir de l'accord-cadre et de procéder à une mise en concurrence si des prestations doivent être réalisées dans des délais contraints que le titulaire n'est pas en mesure de respecter.

Clause de sauvegarde : si l'application de la formule de variation fait apparaître une hausse de prix de plus de 5% par rapport au prix initial, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché. Cette résiliation interviendra sans versement d'une indemnité pour le titulaire.

2. Pièces contractuelles

- Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les normes et règlements en vigueur pour les prestations concédées ;
- L'offre technique et financière du titulaire, la note méthodologique, le mémoire justificatif ou tout document en tenant lieu ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, du pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes :
Via le profil acheteur
- ou tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

4. Durée et délais d'exécution

4.1. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une période initiale d'un (1) an.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à une (1). La durée de la période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de deux (2) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5. Prix

5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Selon leur possible récurrence, de nouveaux prix (par exemple nouvelle catégorie de logements à diagnostiquer) pourront être intégrés dans le BPU par ordre de service.

Les prix portés au BPU intégreront toutes les charges ou frais nécessaires à la bonne exécution des prestations et notamment les frais de déplacement.

5.2. Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre par le titulaire mentionné sur la page de garde du Règlement de la Consultation (RC) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Ceux-ci sont révisés annuellement, à la date d'anniversaire du marché, par application aux prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) d'un coefficient Cn donné par la formule :
$$Cn = 0,15 + (0,85 \times In/Io)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro (indice connu au premier jour du mois de la date limite de remise des offres)
- In : valeur de l'index de référence connue (publication internet) au jour d'application de la révision.

L'index de référence, ING publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant : ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La facturation et le paiement s'effectueront sur la base des prix portés dans le bon de commande. En cas d'absence d'application de la révision des prix portés au bon de commande, le titulaire est tenu de le signaler à la maîtrise d'ouvrage avant le début des prestations afin d'obtenir un bon de commande rectificatif. Passé cette échéance, l'application de la révision ne pourra être faite.

Le titulaire de l'accord-cadre devra faire parvenir au CROUS LORRAINE, à chaque révision annuelle des prix, un bordereau des prix révisés. Le CROUS LORRAINE devra valider sous 30 jours ce bordereau des prix révisés.

6. Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée

7. Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire ou groupement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

7.1. Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

7.2. Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant.

Les dispositions citées ci-dessus s'appliquent aux sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou aux cotraitants conjoints s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

Les modalités précédemment citées s'appliquent à chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires.

Si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, la garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables au titulaire du marché. En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné. Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

7.3. Montant de l'avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - PI

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

7.4. Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

En cas de sous-traitance, le versement de l'avance et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

7.5. Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du bon de commande et devra être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du bon de commande.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

8. Règlement des comptes

Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est inférieure à 1 mois, et par dérogation à l'article 11 du CCAG PI, les demandes de paiement seront présentées à l'achèvement des prestations (en l'absence de réserves formulées).

Pour les prestations d'une durée supérieure à un mois, les prestations seront constatées et réglées à l'avancement des prestations au pourcentage des quantités réellement exécutées. La périodicité de ces acomptes sera mensuelle. Le solde sera réglé à l'achèvement des prestations (en l'absence de réserves formulées).

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

8.1. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique la rejette après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

8.2. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.3. Paiement des cotraitants

Quel que soit le type de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

8.4. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L. 2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9. Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution : Divers bâtiments du CROUS LORRAINE- Territoire de la Lorraine

Notification par le biais du profil d'acheteur : La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

10. Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire)

conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

11 Garantie des prestations

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

12. Pénalités de retard

12.1. Pénalités de retard

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI Lorsque le délai contractuel de réalisation des prestations est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard, une pénalité fixée à 1/50 du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG – PI, le montant total des pénalités (de retard et des autres pénalités) est plafonné à 30% du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.2. Autres pénalités

L'ensemble des stipulations de l'article 12.1 s'appliquent aux pénalités prévues au présent article.

Incident constaté	Montant de la pénalité
Retard dans la levée des réserves ou non-respect des délais de reprise des rendus non conformes	1/50 ^e du montant du bon de commande par jour

13. Assurances

Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou

cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l'ouvrage

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Justificatifs d'assurance

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

14. Résiliation

14.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG- PI. En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263- 12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du

Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15. Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord- cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord- cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- Modification du périmètre du marché – ajout ou suppression de typologie de logements ou de bâtiments
- Ajout de prestations relevant de l'évolution réglementaire

- Afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, un réexamen des prix peut être envisagé sur l'initiative du titulaire, notamment en cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service. Lorsque tel est le cas, le titulaire fournira les justificatifs nécessaires. Il devra justifier que cette augmentation « constitue une modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service ». Ainsi, et à défaut d'une telle justification, aussi importante que puisse paraître le pourcentage d'augmentation, le titulaire ne peut pas demander la mise en œuvre de la clause de réexamen. Ce réexamen pourra prendre la forme d'une modification des prix unitaires, d'une modification de l'indice de révision ou de la périodicité de la révision des prix.
- Afin de pouvoir prendre en compte les évolutions des besoins du CROUS LORRAINE, les maximums pourront également être augmentés par voie d'avenant, dans la limite de 20 % au global sans pour autant dépasser les seuils autorisés par la mise en concurrence initiale.
- En cas de changement de titulaire : Le changement de cocontractant / de titulaire suite à une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché ou de l'accord-cadre, est autorisé.
Dans ce cas le titulaire, informe le changement au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé ou mail avec accusé de réception accompagné d'un nouveau RIB, d'un extrait k-bis de moins de 3 mois et le cas échéant le document interne de la société actant le changement de dénomination ou de forme juridique.
- Modification de la forme juridique, de dénomination commerciale, de domiciliation postale ou de SIRET (SIREN) du titulaire n'entraînant aucun effet sur les obligations contractuelles du titulaire.
Dans ce cas le titulaire, informe le changement au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé ou mail avec accusé de réception accompagné selon le cas d'un nouveau RIB et/ou d'un extrait k-bis de moins de 3 mois et le cas échéant le document interne de la société actant le changement de dénomination ou de forme juridique.
- Changement de domiciliation bancaire du titulaire (du mandataire, d'un des cotraitants ou du groupement).
Dans ce cas le titulaire, informe le changement au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé ou mail avec accusé de réception en mentionnant le numéro du marché, l'objet du marché et accompagné du nouveau RIB.
- La rectification d'une erreur matérielle présente dans le(s) pièce(s) contractuelle(s) n'ayant pas pour effet de modifier les obligations des parties, l'objet du contrat et son interprétation ou les prix du marché ou de l'accord-cadre.
- La prolongation de la durée totale de l'accord-cadre, dans la limite d'une année

supplémentaire, sans pour autant dépasser les seuils autorisés par la mise en concurrence initiale ou le regroupement de la période initiale et de la période reconduction.

17. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy

5 Place Carrière 54036 NANCY CEDEX

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Règlement amiable des litiges

Le litige survenant lors de l'exécution du marché pourra être porté devant la Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) :

CCIRA de Nancy

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Érignac

54038 NANCY Cedex

18. Dérogations au CCAG applicable

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - PI
- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG- PI
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG- PI